



Assemblée Générale du Collège Coopératif en Bretagne

19 Juin 2019

RAPPORT D'ACTIVITES 2018

L'année 2018 a été marquée par une augmentation significative du chiffre d'affaires par rapport à l'année 2017, où il était déjà en forte progression après deux années très difficiles. Cet excellent résultat est dû principalement aux formations diplômantes et en second lieu aux accompagnements variés qui ont jalonné l'année. Il est cependant très fragile comme expliqué ci-dessous. L'autre élément majeur de l'année a été la série de réunions de tous types que le bureau et l'équipe salariée du CCB ont eues avec les directions politique et technique de l'Université Rennes 2 dans la perspective de l'intégration du CCB à l'université en tant qu'institut universitaire coopératif. Ce chantier se poursuit en 2019 et devrait aboutir très prochainement.

Un enjeu prioritaire de refonte et de diversification des formations diplômantes

Si l'année 2018 a été très bonne sur le plan des formations, c'est essentiellement grâce au DEES (certification professionnelle de Dirigeant d'Entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire), qui avait ouvert deux promotions en 2017 et en a ouvert une autre fin 2018. Les autres formations diplômantes du CCB sont extrêmement fragiles en termes d'effectifs (DEIS, DPITSH), et certaines n'ont pas pu ouvrir de nouvelle promotion au cours de l'année (DHEPS-REPS). En outre, l'année 2018 a été marquée par une nouvelle réforme majeure de la formation professionnelle, entrée en vigueur début 2019, qui va produire des effets durables, encore

difficiles à caractériser précisément, mais qui appelle une adaptation et une réactivité fortes.

Face à ces éléments, l'équipe du CCB a travaillé autour d'un double objectif, de révision de ses formations actuelles et de diversification. Ainsi, un travail de refonte en profondeur a été engagé à propos du DPITSH et du DHEPS-REPS, et la durée du DEIS a été réduite. La diversification s'est traduite par l'élaboration d'une nouvelle formation dans le champ de l'ESS, de « Chargé(e) de projets solidaires locaux », qui ouvrira début 2020, et par un partenariat négocié tout au long de l'année avec la Fondation Massé-Trévidy et l'Université Paris 13 autour d'une recherche-action qualifiante dans le domaine de l'intervention sociale, qui a démarré en janvier 2019.

Des accompagnements originaux à mettre davantage en valeur

L'année 2018 a également été très positive au chapitre des accompagnements, entre poursuite de chantiers antérieurs et nouvelles activités, engagées à la suite de sollicitations extérieures directes ou grâce aux réseaux entretenus par l'ensemble des parties prenantes du CCB. Ces accompagnements, qui combinent analyse des situations et des pratiques, mise en recherche des acteurs, apports formatifs et expérimentations de transformations, sont élaborés sur mesure et couvrent des domaines variés. Il apparaît que cette partie de l'activité, originale, singulière et fortement appréciée, est assez mal

identifiée, le CCB étant d'abord perçu comme un organisme de formation. Nous avons donc travaillé autour de la communication, à travers une plaquette spécifique et des pages dédiées sur le site Internet.

L'intensification des négociations avec l'Université Rennes 2

Les négociations avec l'Université Rennes 2 se sont fortement intensifiées en 2018, ce qui s'est traduit par l'adoption du projet d'intégration par les CA des deux entités en juin 2018, et par une série de réunions portant en particulier sur les ressources humaines et sur les finances. L'acculturation réciproque s'est révélée complexe mais les négociations avancent et laissent à présent espérer une validation de la convention d'intégration par les deux CA d'ici au mois d'octobre 2019, avant remontée au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

SOMMAIRE

Introduction	p. 1
A- Formations diplômantes	p. 2
B- Autres formations	p. 3
C- Accompagnement de collectifs d'acteurs	p. 3
D- Recherche-action et études	p. 6
E- Instances, réseaux et partenariats	p. 7
F- Information et communication	p. 8
Conclusion	p. 8
Annexe Graphiques synthétiques	

A- Formations diplômantes

A1. DHEPS REPS, Recherche-action, Etudes et Projet Social (recensé à l'inventaire par la CNCP)

Plusieurs enjeux importants pour ce diplôme historique mais aussi fondateur d'une démarche pédagogique et d'une éthique de positionnement pour le CCB sont à relever.

Tout d'abord il nous faut continuer à travailler sur cette tension : ce diplôme continue de jouer une place singulière dans l'offre de formation par son absence de centrage sur un métier, par les décloisonnements et les hybridations singulières qu'il travaille entre recherche et action, entre éducation populaire et intervention sociale... ; mais nos candidats peinent à trouver des modalités de financement, à faire totalement reconnaître ce diplôme par leurs employeurs, d'autant qu'il n'est plus aujourd'hui au registre des métiers mais répertorié à l'inventaire au titre des compétences transversales qui y sont travaillées. L'arrivée de nouveaux diplômés au CCB vient aussi questionner son positionnement. La transformation du CCB en institut universitaire pose la question de l'évolution de ses diplômes en DU et justifie aujourd'hui la mise en discussion de sa place au sein de l'offre formative du CCB. Ce sera possiblement l'occasion d'ouvrir aussi de nouveaux chantiers sur les formats de recherche-action auxquels nous nous référons.

L'année 2017 avait été marquée par l'ouverture d'une très petite promotion DHEPS (DHEPS 54), dans un contexte d'incertitude de sa validation auprès du RNCP. Très fortement intégrée à une promotion DEIS, les 3 étudiants inscrits ont par ailleurs décidé de suivre également la formation DEIS. Par ailleurs une

promotion de 8 stagiaires (promotion 53) a fini sa formation à l'automne et s'engage pour des soutenances en 2019.

A2. DEIS, Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale (niveau 1 au RNCP)

Le DEIS est un diplôme d'État de niveau 1, relativement exigeant dans ses productions, et qui éprouve quelques difficultés à drainer des effectifs suffisants pour animer une promotion. Cependant son inscription dans une architecture de formation de niveau 2 (DHEPS REPS) et de niveau 1 (MASTER 2 IMP) lui a permis de prendre ses marques au CCB.

Néanmoins il peut parfois entrer en concurrence et non en complémentarité avec le DHEPS, et le débat national sur l'avenir des formations de niveau 2 et 1 dans le travail social continue de faire peser de nombreuses incertitudes sur ce diplôme.

Pourtant ce diplôme, très inscrit dans la recherche-action et développant la réflexivité et un champ expérientiel stimulant, à travers entre autres l'étude de terrain, présente de nombreux intérêts pour tempérer les logiques managériales qui tendent à verticaliser les rapports salariaux dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

Des actions ont été engagées depuis quelques années pour renforcer les complémentarités et les différences entre DHEPS-REPS et DEIS, afin de proposer des temps mutualisés de formation et des temps spécifiques. Le CCB a par ailleurs internalisé le suivi des expérimentations collectives (études de terrain et projet social) afin de favoriser une cohérence avec les expérimentations qu'il porte et d'assurer une plus grande intégration des promotions. Il a aussi été proposé aux étudiants des

espaces de régulation collective qui se sont concrétisés par la création d'un laboratoire des dynamiques collectives porté par les DEIS 5 et les DHEPS 54. Actuellement la promotion DEIS 4 a entamé sa dernière année, en concomitance avec le Master 2 IMP et une promotion de 9 étudiants (DEIS 5) entame sa deuxième année.

A3. DEESS, Certification professionnelle de Dirigeant d'Entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire (niveau 1 au RNCP)

Le DEESS, certification professionnelle de Dirigeant d'Entreprise de l'Économie Sociale et Solidaire, initié en 2009 en Languedoc Roussillon, est arrivé en Bretagne en 2015.

Depuis 2017, le CCB assure la responsabilité pédagogique de la formation pour les deux régions Bretagne et Pays de la Loire. L'objectif est, à terme, de décentraliser la formation, tout en conservant un lien fort avec IFOCAS, organisme certificateur : un comité pédagogique national rassemble les différents organismes de formation porteurs du DEESS ; c'est une instance active favorisant les échanges de pratiques et la mutualisation. La dynamique de décentralisation vise dans ce contexte à ce que chaque centre de formation et donc le CCB insuffle davantage sa culture afin de mieux ancrer le DEESS dans un développement territorial associant les CRESS et les différents acteurs engagés dans la formation des dirigeants de l'ESS. Un comité de pilotage territorial s'est réuni pour la première fois le 27 novembre 2018.

Cette certification de niveau 1 (renouvellement RNCP validé en février 2018) répond aux besoins de professionnalisation des dirigeants et des structures de l'ESS. La dynamique de formation-action

individuelle et collective et en particulier la production régulière d'écrits contribuent fortement à la formalisation et donc au renforcement des compétences managériales pour des dirigeants qui se présentent souvent comme autodidactes. La mixité des publics (diversité des statuts, champs d'activités, tailles de structures...) vivifie la réflexion sur l'ESS.

Le DEESS 3 Bretagne-Pays de la Loire a démarré en décembre 2017 et accueille 15 dirigeants tant associatifs que coopératifs. Le DEESS 4 a été lancé en décembre 2018 avec 14 participants et le DEESS 5, dont la rentrée est programmée le 2 décembre 2019, est en phase de sélection.

Cette formation met au travail de nombreux enjeux identifiés dans le champ de l'ESS : développer la compétence des dirigeants d'associations, coopératives ou mutuelles, dans une logique de co-construction garante du projet collectif ESS ; par la professionnalisation du dirigeant, accompagner la pérennité de la structure mais aussi sa transformation ; et en particulier rechercher de nouveaux modèles économiques, mettre en œuvre des pratiques managériales en phase avec les valeurs, co-construire un référentiel commun d'action. Le CCB est très attaché à contribuer à ce progrès collectif, tant par la formation que par la recherche-action ou l'animation de réseau.

La délocalisation de certains modules voire d'une partie conséquente de la formation en Pays de la Loire est en projet pour les prochaines promotions, toujours dans cette dynamique d'ancrage territorial vivant.

A4. DPITSH, Diplôme de chargé de Projets d'Insertion Professionnelle

des Travailleurs en Situation de Handicaps (niveau 2 au RNCP)

L'objectif de la formation DPITSH est de permettre aux professionnels de l'intégration et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap de développer leurs compétences et de se doter d'outils méthodologiques d'intervention. Ces professionnels travaillent en établissement médicosocial, dans le réseau et en entreprise.

L'année 2018 a été marquée par l'entrée en formation de la promotion 23 composée de 11 stagiaires dont 3 en formation à distance et la fin du parcours formatif pour la promotion 22. Le travail de redynamisation du diplôme engagé à l'automne 2017 a suivi son cours en 2018. Une démarche de diagnostic auprès des acteurs du domaine a été réalisée. L'équipe pédagogique a subi des transformations notables. Notamment l'année 2018 a été marquée par un changement de responsable de formation et une internalisation du poste mais aussi par une réorientation pédagogique sur le tutorat liée à la réalisation du document unique (monographie problématisée et exploration conceptuelle). La refonte en cours vise à mieux articuler ce diplôme avec les autres formations diplômantes du CCB et avec les accompagnements et formations-actions qu'il mène dans le champ du handicap.

A5. Master 2 DPDIMP (Direction des Politiques et Dispositifs d'Insertion, de Médiation et de Prévention) (niveau 1 universitaire)

Le CCB est associé au Master 2 DPDIMP au titre de la formation continue et intégré à l'équipe pédagogique. Il intervient plus particulièrement dans l'animation d'une réflexion sur les pratiques

professionnelles et dans la formation aux démarches collectives d'animation sociale et de recherche-action coopérative.

La rentrée 2018 a accueilli dix-sept nouveaux étudiants, dont huit en formation continue.

Parallèlement, l'association IMP'ACTE, créée en lien avec le diplôme mais avec une visée d'élargissement vers l'ensemble des professionnels intéressés par des espaces de réflexion et d'action innovante dans le champ de l'intervention sociale, a poursuivi ses activités, en particulier à travers différents événements autour de la thématique suivante : « *Participation et capacité d'agir des habitants et usagers* ».

B- Autres formations

Le CCB vise à développer d'autres formats de formation que les formations diplômantes, soit à la fois des formations courtes et des formations de durée moyenne sous forme de certificats professionnels de spécialisation.

B1. Certificat d'ingénierie sociale

Le CCB propose un certificat professionnel autonome adossé au DEIS, intitulé « Ingénierie sociale des démarches collectives et participatives ».

C- Accompagnement de collectifs d'acteurs

C1. Proposer des espaces de mobilisation pour les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale à l'échelle régionale.

Le CCB a finalisé en 2018 l'animation d'une réflexion régionale sur les modalités et le sens d'une co-construction régionale avec les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération internationale. Sur la base d'un

diagnostic participatif qui a mis en évidence un intérêt limité aux formats de la plateforme ABCIS (Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité), le CCB a proposé des ateliers coopératifs cartographiques territoriaux et des rencontres régionales afin de construire une mobilisation collective autour de questions à enjeux régionaux pour les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération internationale dans un contexte de fragilisation du champ. Cette démarche s'est achevée au début de l'année 2018 avec l'organisation d'Assises par la région Bretagne, fondatrices de nouvelles formes de coopérations. Par ailleurs, pour clore et valoriser cette démarche, un document de synthèse et un écrit scientifique développé ont été produits : « *Expérimentations et tensions autour des questions participatives. Soutenir une politique publique et/ou soutenir les publics ? Des acteurs de la solidarité internationale et de la coopération internationale à la recherche d'un commun régional en Bretagne* ».

C2. Soutien aux rencontres et à la création de communs entre familles et acteurs éducatifs sur les territoires prioritaires de la politique de la ville.

Cette démarche a été initiée au début de l'année 2018 et se propose d'accompagner un collectif de professionnels (maison de quartier, collèges, écoles, prévention spécialisée, programme de réussite éducative, Ecole des Parents...) dans leur envie de rapprochement avec les familles, jugées très éloignées des institutions. Avant de les engager dans des démarches d'expérimentations, une première étape de déconstruction et de réflexivité collective s'est imposée tant les représentations et les pratiques des uns et des autres peinaient à être partagées sous des

formulations pouvant faire sens commun. Des ateliers coopératifs associant analyses de pratiques sociales et positionnements ont travaillé cette première étape. Elle a construit les fondements des expérimentations qui se dessinent à la fin de cette année autour de deux modalités régulièrement travaillées en ateliers de co-développement : mettre de l'informalité dans les dispositifs pour que les parents puissent prendre leur place ; créer les conditions d'une relation informelle pour générer des communs.

C3. Accompagnement des conseils citoyens de Bretagne

Sur l'année 2018, le CCB a continué à réaliser plusieurs démarches de formation-action autour de la thématique de l'animation sociale et de la mobilisation des habitants les plus éloignés de la parole publique avec les conseils citoyens des villes de Brest (Conseils citoyens Europe et 4 Moulins) et de Quimper (Conseil citoyen de Kermoyan).

En termes méthodologiques, une formation-action est l'accompagnement d'un collectif qui souhaite se mettre en action autour d'un objectif commun. C'est un espace qui permet un aller-retour entre l'action et la réflexion. Les formations-actions ont proposé des apports réguliers sur les questions de participation, d'empowerment et de dynamique de groupe afin de faire le lien entre le conseil citoyen et le contexte plus large dans lequel il évolue (nouveaux enjeux socio-économiques)

Nous avons observé :

- une meilleure connaissance du contexte d'action qui a permis de définir plus précisément le positionnement des conseils citoyens dans le cadre de la gouvernance du contrat de ville ;
- une prise de conscience des

enjeux liés au développement de la participation citoyenne et à l'implication dans ces espaces ;

- une redéfinition de leur identité de conseil citoyen et de leur positionnement par la mise en place d'expérimentations concrètes qui ont confronté les conseillers citoyens aux autres acteurs de la politique de la ville.

C4. Poursuite et fin de la démarche de diagnostic jeunesse sur la Communauté de Communes de Vallon Haute Bretagne Communauté (VHBC)

Il s'agit d'une enquête mobilisatrice, réalisée entre septembre 2017 et juin 2018 sur le territoire de VHBC, à travers laquelle des jeunes, des professionnels, des acteurs associatifs et des élus ont pu exprimer leurs vécus et représentations de la jeunesse, amorcer l'ébauche d'une vision commune et participer à l'émergence de pistes d'actions et d'expérimentation de pratiques participatives, en vue de dynamiser et ressourcer l'action publique en direction de la jeunesse.

Le parti-pris attaché à cette démarche était de favoriser un processus de mobilisation, dans laquelle les participants de chaque rendez-vous étaient invités à s'engager dans la poursuite du travail d'enquête, depuis leur position et posture. Il s'agissait pour les acteurs jeunesse de déconstruire certains a priori vis-à-vis de la jeunesse, en prenant connaissance d'autres regards sur la question, afin de complexifier et d'enrichir leur appréhension des réalités auxquelles font face les jeunes. Vis-à-vis des jeunes, le défi était de créer des espaces de confiance où ils pourraient prendre la parole sur leur situation et difficultés, entre eux et vis-à-vis des acteurs jeunesse et des élus. Finalement, pour les élus communautaires et communaux, il

s'agissait de se rapprocher des réalités des jeunes et d'entendre, à travers leurs propres mots, ce qui constitue les priorités, rêves, envies et défis des jeunes du territoire.

Le projet, réfléchi et conçu avec le Point Information Jeunesse (PIJ) des Vallons Haute Bretagne Communauté, la SCOP Le Contrepied (Saint-Germain-sur-Ille) et Jean-Marc Vanhoutte, chercheur associé au CCB, a donné naissance à une quinzaine de rendez-vous, une demi-douzaine d'entretiens sociologiques, ainsi qu'un rapport intitulé « Paroles de jeunes et d'acteurs jeunesse. Diagnostic jeunesse sur le territoire des Vallons de Haute Bretagne communauté », qui retrace la démarche et les pistes d'action à mettre en œuvre pour la suite.

C5. Lancement de la démarche d'émergence d'une politique jeunesse communautaire au sein de la communauté de communes du Pays de la Roche aux fées (CCPRF)

Le CCB s'est joint à deux structures, la Dynamo et Jam en Scène (théâtre forum), pour proposer un parcours d'émergence d'une politique jeunesse communautaire au sein de la CCPRF qui se poursuivra jusqu'en 2019. A partir de septembre 2018, le CCB a poursuivi seul l'accompagnement sur la deuxième phase d'expérimentation

L'année 2018 a été dévolue à la question de la mobilisation des acteurs concernés par la jeunesse, la création d'un groupe de travail multi-acteurs sur le territoire, la réalisation d'un diagnostic partagé et l'élaboration d'une feuille de route de la politique jeunesse communautaire validée par les élus. La fin de l'année 2018 a été dédiée à une réflexion autour de choix d'expérimentations à réaliser en 2019.

La démarche co-construite avec les acteurs engagés dans le groupe de travail qui réunit des élus, des professionnels, des jeunes et des parents vise principalement à :

- expérimenter des modalités coopératives de travail sur le territoire sur la thématique de la jeunesse, notamment avec une démarche de théâtre-forum qui a permis d'impulser d'autres formes de relations et de mise au travail ;
- s'appuyer sur les ressources locales et travailler à leur mutualisation ;
- remettre les premiers concernés au cœur de l'élaboration de cette politique mais aussi de sa réalisation ;
- proposer les prémices d'une co-construction de la politique publique en expérimentant autour des processus de décisions (implication des élus dans le groupe de travail, ouverture des instances aux citoyens, création d'un groupe de travail en voie de légitimation...).

Ce sont à peu près 80 personnes qui se sont réunies dans le groupe de travail, dont 40 qui sont particulièrement impliquées. Ces dernières portent quatre expérimentations : la politique jeunesse en BD, l'ouverture des établissements scolaires, la mise en place d'un lieu informel de rencontre pour les jeunes et un forum jeunesse itinérant.

C6. Formation-action avec l'équipe de l'ADSEAM autour de nouvelles pratiques professionnelles soucieuses de la participation effective des personnes accompagnées

Cette formation composée de six jours disséminés entre janvier et juin 2018 a rassemblé l'équipe permanente de la maison d'accueil spécialisée (MAS) de Saint-Hilaire-du-Harcoët, constituée de 15 professionnels travaillant au quotidien auprès d'une douzaine d'adultes en situation de handicap. La demande de l'établissement était d'amener les membres de l'équipe à faire évoluer leurs pratiques et leurs postures professionnelles afin de créer les conditions nécessaires à une réelle implication des résidents dans les processus de décision. Partant des savoirs expérientiels des membres de l'équipe, nous avons constitué ce que Pascal Nicolas-Le Strat nomme une politique des professionnalités, c'est-à-dire un espace permettant en toute confiance de « se donner les moyens, ensemble, de poser explicitement et ouvertement les questions professionnelles » et dans le cas qui nous occupait celle des enjeux de participation des personnes accompagnées dans leur quotidien à la MAS.

Ce travail collectif a été enrichi par des apports formatifs et des lectures croisées tirées des sciences sociales (sur la participation, sur les postures de l'accompagnement), des outils de la recherche-action (le journal de bord en recherche) ainsi que des ateliers et outils pédagogiques expérientiels ou inspirés des méthodes de l'éducation populaire (entraînement mental, groupes de résolution collective, etc.). Au cours des six journées, l'équipe s'est constitué un diagnostic commun, ainsi que des pistes d'actions et un échéancier s'imbriquant dans le renouvellement du projet d'établissement, le gros chantier de l'année 2018-2019.

C7. Assistance à maîtrise d'ouvrage méthodologique autour de la mise en réseau des acteurs de la lutte

contre les discriminations sur le territoire de Rennes Métropole

À travers son Plan de lutte contre les discriminations, Rennes, Ville et Métropole, a souhaité améliorer la qualification, l'orientation et l'accompagnement des personnes victimes de discriminations. Dans ce contexte, le CCB a lancé une démarche d'enquête auprès des acteurs mobilisés contre les discriminations, afin de questionner leur intérêt pour la mise en œuvre d'un réseau des acteurs de la LCD et de recueillir les besoins et conditions au regard desquels celui-ci leur paraîtrait pertinent. Le projet échelonné entre mai et décembre 2018 s'est découpé en 4 temps : 1) phase d'entretiens individuels permettant d'approfondir le repérage des acteurs et d'explorer leurs logiques collaboratives ; 2) réalisation d'ateliers cartographiques collectifs permettant de favoriser le rapprochement des acteurs, de spatialiser les relations entre eux et d'interroger les articulations entre les différentes échelles et leurs imbrications possibles dans un éventuel réseau ; 3) phase d'analyse collective des besoins à l'occasion de cafés-débats intitulés « cafés égalité » ; 4) lancement du réseau le 12 décembre, à l'Hôtel de Rennes Métropole, temps fort proposant l'appropriation collective du diagnostic pour en extraire des priorités d'actions/expérimentations pour l'année à venir et la définition des ressources et moyens d'action pour les réaliser. Finalement, un rapport retrace l'ensemble de la démarche et propose des préconisations pour le futur de la démarche toujours encadrée par Rennes Métropole aujourd'hui.

C8. Accompagnement dans le cadre de l'actualisation du projet associatif du Cercle Paul-Bert

En 2018, le Cercle Paul Bert - association rennaise d'éducation populaire d'envergure (12 500 adhérents) - a souhaité être accompagné dans l'actualisation de son projet associatif. Cette mise à jour était motivée par de nombreux changements survenus au sein et dans l'environnement de l'association depuis la dernière version datant de 2004. Dans ce contexte, le CCB a proposé trois scénarios d'accompagnement de durées et d'implications différentes pour les acteurs concernés, à partir desquels un projet a été validé en septembre. Il s'agissait d'accompagner une dynamique de mobilisation qui permette, dans divers espaces de travail distincts, d'explicitier les pratiques, les besoins, les enjeux et les souhaits des acteurs de l'association, selon la place qu'ils tiennent en son sein. Assurant la synergie entre ces divers espaces de travail, le CCB souhaitait amener les groupes à valider et prioriser les enjeux communs, avant de soutenir les membres dans la phase d'écriture du nouveau projet associatif, dans un travail d'aller-retour et de débat public. Or, trois mois après un démarrage pourtant prometteur, des membres du conseil d'administration de l'association ont émis des réticences à poursuivre la démarche, qui s'est formellement arrêtée fin décembre à l'initiative du CBP. Le CCB a pu exprimer les mêmes réticences concernant la poursuite, faisant le constat d'une lecture différenciée des visées initiales.

C9. Prestations dans le cadre du DLA (Dispositif Local d'Accompagnement)

Le CCB a réalisé pour la première fois

en 2018 des prestations d'accompagnement dans le cadre du DLA, avec l'association « Si on s'alliait » puis avec l'UDAF 35. Cette nouvelle forme d'activité d'accompagnement pour le CCB, de courte durée, s'est poursuivie en 2019. Un bilan de ces différents accompagnements sera prochainement effectué.

D- Recherche-action et études

D1. Initiation et soutien à des expérimentations sociales coopératives sur les territoires périurbains : enjeux et défis pour agir autrement les vulnérabilités sociales

Le Conseil de développement de la Métropole et du pays de Rennes (CODESPAR), inquiet d'une précarisation croissante sur le territoire, s'est autosaisi de cette question en menant ses propres investigations. Ce travail a abouti à un diagnostic partagé et une proposition de recherche-action coopérative, sur un territoire volontaire, qui a été confiée au CCB. Le principal attendu du projet consiste à essayer d'améliorer significativement la prise en compte des situations de fragilité sociale dans leur complexité et leur entièresité en pariant sur l'intelligence et les compétences collectives des acteurs directement concernés pour transformer les modèles d'action : habitants, acteurs associatifs et travailleurs sociaux. Cette recherche-action, que nous nommons « expérimentation sociale coopérative », se propose ainsi d'expérimenter une démarche mobilisatrice visant à co-construire localement un diagnostic, à ouvrir des espaces du possible et des propositions concrètes susceptibles d'améliorer les situations des personnes concernées mais aussi celles des professionnels et des acteurs associatifs intervenant sur le

territoire. Pour financer cette démarche, le CCB a répondu à un appel à projets de la Fondation de France sur les démarches participatives et a été retenu par la Fondation. D'autres acteurs apportent leur soutien financier mais aussi politique au projet comme le département et plus marginalement Rennes métropole. Ce chantier au long cours a réellement pris forme à partir de 2017 avec le lancement d'enquêtes mobilisatrices sur la commune périurbaine de Mordelles et la création d'ateliers coopératifs mensuels rassemblant d'un côté les acteurs associatifs et les professionnels et de l'autre les personnes concernées. Ensemble ils ont produit un diagnostic partagé. Aujourd'hui ils réfléchissent et testent des expérimentations in situ. Un comité d'appui et de soutien accompagne par ailleurs la démarche qui propose de fait un modèle de développement social local, assez éloigné de celui qui s'est développé dans les institutions.

D2. Démarche d'évaluation et de recherche-action auprès des acteurs mettant en œuvre des coopératives éphémères en Bretagne en partenariat avec la CRESS

Cet accompagnement financé par la CRESS, le CCB et l'Université Rennes 2 a permis de réunir des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des coopératives éphémères (CRESS et pôles ESS principalement), une équipe de chercheurs et une équipe de facilitation afin de nourrir une réflexion partagée autour des différents items et questionnements identifiés par les premiers, nourris par les seconds et mis au travail par les derniers.

Suite à l'enquête exploratoire réalisée en 2017 par le CCB et trois chercheurs associés des Universités

Rennes 1 et Rennes 2, la démarche s'est développée autour de deux activités distinctes.

1. Elaboration d'un référentiel de pratiques – Groupe régional

L'espace groupe de travail régional réunit les acteurs impliqués dans les coopératives, l'équipe de recherche et l'équipe de facilitateurs. Le travail mené de juillet 2017 à octobre 2018 a permis l'élaboration d'un référentiel de pratiques. Il s'appuie sur les différents apprentissages réalisés par les porteurs de projets – majoritairement les pôles ESS - dans le cadre de la mise en place des expérimentations des « coopératives éphémères ».

La démarche d'accompagnement a eu deux visées principales :

- Analyser et questionner l'action et prendre du recul sur les pratiques. Différentes ressources ont été proposées alors : ressources théoriques, analyses du terrain, présentation d'approches diversifiées dans l'ESS...
- Faire émerger une dynamique collective de réflexion et de mise en débat autour des expérimentations et ce à un niveau régional.

La dernière rencontre d'octobre 2018 qui a réuni les sociétaires et le gérant du CRIC (Coopérative régionale d'éducation à l'entrepreneuriat collectif), les membres du groupe de travail régional, la CRESS et l'équipe de recherche a permis de valider le souhait collectif du maintien d'un espace de réflexion sur les pratiques.

2. Mise sur pied d'une équipe de recherche pour enquêter sur les terrains locaux et régionaux et auprès des acteurs impliqués

Le deuxième volet de la démarche a consisté à réaliser une recherche

sous la forme d'une série de monographies de coopératives jeunes majeurs et de coopératives d'habitants. Quatre chercheurs rattachés aux Universités Rennes 1 et Rennes 2 mais également fortement investis au CCB se sont engagés dans cette démarche, qui s'est poursuivie en 2019.

E- Instances, réseaux et partenariats

o A l'interne

E1. Conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est réuni à sept reprises en 2018 et autant de fois pour le bureau. Ses activités ont été fortement centrées sur les négociations en cours avec l'Université Rennes 2, avec en particulier la rédaction, puis l'approbation en juin 2018 du document politique intitulé « Projet d'intégration du CCB à l'Université Rennes 2 en vue de créer un institut universitaire ». Et d'autre part des échanges réguliers autour des points travaillés lors des réunions politiques et techniques qui se sont tenues tout au long de l'année en vue d'aboutir à une convention d'intégration.

Suite à l'assemblée générale de juin 2018, lors de laquelle Annie Gouzien avait indiqué ne pas souhaiter prolonger son mandat de présidente, Jacques Cottureau a été élu président en septembre 2018 pour la période transitoire précédant la mise sur pied du conseil de l'institut.

Au chapitre des ressources humaines, l'année 2018 a été marquée du côté des salariés par le départ de Christelle Laurent et le recrutement de Juliette Besnard sur le poste d'assistante administrative. Au niveau des responsables de formation vacataires, Marilou Leighton a souhaité mettre un terme à son accompagnement du DESS. Elle a été remplacée par Valérie Auvergne aux côtés de Ghislaine Libéros. François-Marie Ferré a par

ailleurs démissionné du pilotage du DPITSH et il a été remplacé par Odile Poisson.

E2. Réunions pédagogiques

Réunissant les responsables de formation et d'accompagnement du CCB, ces réunions ont été instaurées au cours de l'année 2018 et se tiennent chaque mois. Elles permettent aux salariés et responsables de formation vacataires particulièrement impliqués de croiser leurs pratiques pédagogiques, de questionner et nourrir ce qui fait « la couleur CCB » dans les parcours de formation et de mutualiser leurs ressources. Plusieurs thèmes et chantiers ont été travaillés, notamment l'explicitation des fonctions à assurer en tant que responsable de formation, la conjugaison des formations CCB, l'autobiographie raisonnée, les différents types d'écrits en formation et dans les accompagnements de collectifs.

E3. Commission recherche et commission formation

Au cours de l'année 2018, la commission recherche et la commission formation ont été mises en sommeil du fait de l'intensification des négociations avec l'Université Rennes 2.

E4. GNCC Groupement National des Collèges Coopératifs

Le GNCC ne s'est pas réuni en 2018. En revanche, des échanges réguliers ont eu lieu entre le CCB et le CCAURA, qui partagent une philosophie similaire.

o A l'extérieur

E5. Réseaux régionaux et relations partenariales

Le CCB est membre du CA de la CRESS de Bretagne et membre adhérent de la plateforme AFORIS Bretagne et de son pendant national UNAFORIS. Il a participé aux réunions de ces réseaux tout au long

de l'année. Sur un plan moins formel, des rencontres avec différents partenaires potentiels ont été impulsées par le conseil d'administration à compter de l'automne 2017. Elles se sont poursuivies en 2018, avec pour plusieurs d'entre elles des prolongements sous la forme de conventions d'accompagnements, en particulier dans le champ du handicap.

F- Information et communication

En 2018, le CCB a officiellement lancé son nouveau site web, affichant une charte graphique renouvelée. Si une partie des contenus a été créée et diffusée, il reste encore un travail important à faire de la part de l'équipe salariée pour que l'information y soit complète et actualisée.

Conclusion

Le Collège Coopératif en Bretagne a développé une activité soutenue au cours de l'année 2018 et continué à affirmer son implication dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, de l'intervention sociale et de l'éducation populaire. Il a engagé des actions importantes de diversification ou de renouvellement de son offre de formation, ainsi que de communication autour de ses activités d'accompagnement de collectifs. Il a par ailleurs collaboré activement avec la direction de l'Université Rennes 2 pour que son intégration en tant qu'institut universitaire se réalise dans les meilleures conditions possibles et inaugure une nouvelle phase, dynamisante et stimulante, de son histoire.

Que soient ici remerciés tous ceux qui ont participé à la vie de l'association au cours de cette année pour leur disponibilité et le caractère précieux de leur collaboration.

